

Pages de gauche

MENSUEL D'OPINIONS FÉMINISTES INDÉPENDANT

ÉDITORIAL

Quand les caisses sont pleines

On a appris il y a quelques semaines que les comptes 2009 de la Confédération bouclaient avec un excédent de 2,7 milliards de francs. À cette nouvelle, on ne sait s'il faut être davantage scandalisé par l'impéritie des services du Département fédéral des finances qui ne prévoyaient l'été passé qu'un bénéfice de 400 millions, par le mensonge éhonté que représente année après année le discours des «caisses vides», par l'utilisation économiquement absurde de ces excédents (la réduction de la dette) ou par les réactions proprement abracadabrantesques des autorités qui répètent sempiternellement que l'exercice suivant sera, lui (cette fois-ci c'est certain), très difficile et «qu'il ne faut pas se reposer sur ses lauriers». Le scandale premier toutefois, c'est qu'un État n'est pas censé dégager des bénéfices! À trop comparer ce dernier à une entreprise, il en devient effectivement une, profits compris.

De plus, cet excédent réalisé en 2009, année de crise économique sérieuse, aurait dû être investi dans des mesures de relances (qui se sont révélées particulièrement limitées et que le prochain programme d'économie va probablement anéantir). On constate donc que la Suisse, dont l'économie est orientée vers l'exportation, profite des mesures de relance des autres États, tout en s'étouffant quand ils essaient de récupérer quelques recettes fiscales dissimulées dans nos banques.

Pour la gauche, la position est donc claire: il faut s'appuyer sur ces excédents pour contester toute politique d'austérité, augmenter les dépenses là où c'est nécessaire, développer les investissements et s'opposer à toute réduction de la dette. Et, bon sang, il faut virer tous les incapables du DFF, leur chef en tête, dont les erreurs de prévision seraient, précisément dans ces fameuses entreprises privées dont ils vantent tant les mérites, immédiatement sanctionnées!

La rédaction



Si seulement elle avait eu une caméra dans sa cuisine!

«Quel meilleur moyen de se protéger contre les violences domestiques que de filmer tous les appartements du pays, afin d'éviter que de pareils drames ne se reproduisent? Celles et ceux qui n'ont rien à se reprocher ne peuvent s'opposer à une telle mesure, qui relève décidément du bon sens.»

Si vous avez peut-être quelque chose à vous reprocher, mais surtout si vous ne voulez pas d'une société de contrôle généralisé et que vous vous battez pour faire avancer l'égalité entre hommes et femmes, ce numéro de *Pages de gauche* est pour vous!

■ 8 mars

Ce que les conservateurs veulent pour les femmes, et inversement

Page 3

■ Caméras

La vidéo nous surveille. Mais qui surveille la vidéo?

Page 4

■ Histoire

Des luttes à livrer, des livres pour lutter

Page 7



Un minaret s'effondre au Maroc

IMPRESSUM

Abonnement annuel: Fr. 49.-
 Abonnement de soutien: Fr. 130.-
 Abonnement réduit: (AVS, AI, étudiant·e-s, chômeuses-eurs) Fr. 39.-

CCP 17-795703-3

www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat:
 Case postale 7126, 1002 Lausanne
 info@pagesdegauche.ch

Rédaction:
 Samuel Bendahan (SB), Antoine Chollet (AC), Maurizio Colella (MC), Alain Dilbergot (AD), Romain Felli (RF), Adrien Fontanellaz (AF), Benoît Gaillard (BG), Stéphanie Pache (SP), Line Rouyet (LR), Arnaud Thiéry (AT), Julien Wicki (JW).

Comité:
 Olivier Barraud, Valérie Boillat, Michel Cambrosio, Dan Gallin, Dominique Hartmann, André Mach, Pierre-Yves Maillard, Stéphane Montangero, Philipp Müller, Chantal Peyer, Géraldine Savary, Alberto Velasco.

Collaborations permanentes:
 Grégoire Junod, Salima Moyard, Philippe Mivelaz, Philipp Müller, Christian Vuilloud (Cévu).

Maquette:
 Marc Dubois, Lausanne.

Secrétariat de rédaction et mise en page:
 Benoît Gaillard.

Webmaster:
 Mathieu Gasparini.

Impression:
 Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

Photo de une: Musée de l'Elysée

LE BOUQUET DE ROSES



Toutes nos félicitations au Municipal socialiste lausannois **Oscar Tosato**, qui a présenté un préavis proposant d'engager des apprenti·e-s sans-papiers. Donner un coup de pied dans la fourmière a parfois du bon. Quelques jours avant de mettre sous presse, *Pages de gauche* sort son bouquet de roses le plus rouge pour rendre hommage à une audace salutaire.

L'HUMEUR
 DE LA RÉDACTION

PS-PLR : la mère de toutes les batailles ?

Lors des élections fédérales de 2007, le PS avait tiré, dans les dernières semaines précédant la votation, une dernière cartouche de campagne : des affiches présentant le PS et l'UDC comme les deux seules vraies alternatives entre lesquelles choisir. L'impact exact de cette tentative de dernière minute est évidemment impossible à déterminer. Cependant, diverses analyses ont tendu à montrer que le PSS n'avait pas réussi à éviter le report de ses électeurs sur les listes de l'UDC.

La tentative de réduction binaire avait été réciproque : par exemple avec sa brochure *Si la gauche gagne, c'est un désastre pour la Suisse* (titre dont on appréciera l'élégance), le parti de Blocher avait lui aussi rappelé qu'il s'opposait avant tout à la gauche, malgré un profil de franc-tireur. L'initiative pour l'élection du Conseil fédéral par le peuple, lancée récemment par la même UDC après deux tentatives socialistes infructueuses (1900 et 1942) ressort elle aussi de cette volonté.

En vue des élections de 2011, il semble bien que le président du PSS tente de changer de cible. C'est au PLR, promu « véritable adversaire » (*24 heures* du 30 janvier) par Christian Levrat, que les socialistes s'opposent avant tout. Cependant, ce n'est en réalité pas l'adversaire qu'il faut regarder ici, mais le champ de bataille. Entre le PLR et le PS, les désaccords sont économiques, fiscaux, financiers. Sur la politique européenne, sur les questions religieuses et migratoires, les oppositions sont moins marquées, peu soulevées, voire dissimulées (en témoigne l'unité de façade au sujet du vote sur les minarets). S'opposer au PLR avant tout, c'est rappeler que la répartition des richesses prime et doit toujours primer les questions sécuritaires et migratoires. C'est un bon début de programme. De programme socialiste.

Benoît Gaillard

8 MARS

La droite dure pour les femmes

Après nous avoir fait le coup de défendre les femmes contre le méchant islam qui les voile, la droite de la droite (UDC et certain-e-s PDC et UDF) nous montre sa véritable vision du rôle des femmes dans la société: faire des enfants et rester à la maison. Simultanément ont été lancées deux initiatives attaquant gravement l'autonomie des femmes.

L'UDC veut faire capoter la hausse des déductions fiscales des frais de garde dans les couples où les deux parents travaillent en arguant d'un principe d'égalité et en exigeant que les familles avec un parent au foyer bénéficie aussi de cette déduction! Résultat: au lieu de favoriser le travail des femmes (qui sont presque toujours celles qui sacrifient leur travail pour les enfants), monsieur sera doublement avantage, non seulement par la possibilité d'exploiter sa femme en ne lui payant aucun salaire pour le travail domestique et parental effectué, mais en plus il bénéficiera d'un avantage fiscal pour ce faire!

POUR L'ABOLITION DU MÉNAGE FISCAL

Bien sûr le système des déductions fiscales reste un mau-

vais moyen de redistribution et en soit ne devrait pas être défendu. Mais l'initiative de l'UDC est dangereuse et l'argumentation sournoise. Elle parle d'égalité entre les couples ce qui permet d'oublier l'égalité entre les individus et en particulier entre les hommes et les femmes. Rappelons qu'une femme qui ne travaille pas n'a non seulement pas de salaire et d'indépendance financière à ce moment-là mais hypothèque aussi sérieusement ses assurances sociales. Et lors d'un divorce, fin la plus fréquente du mariage, elle peut se retrouver totalement précarisée sans logement, sans emploi et à l'aide sociale, sans parler d'une retraite minimale le cas échéant.

Pour aller dans le sens d'une plus grande indépendance financière des femmes, il faut faire des évaluations de la capacité contributive des contribuables individuellement et en finir avec l'imposition par ménage. Ainsi les coûts et les éventuelles déductions liées aux enfants pourraient être répartis sur les deux parents. Un tel splitting rendrait inoffensive l'initiative UDC et encouragerait la répartition au moins financière de l'élevage des enfants.

ATTAQUE CONTRE L'AUTONOMIE

À cette initiative s'ajoute celle visant le non-remboursement de l'avortement sous le prétexte fallacieux qu'il s'agit d'une affaire privée. En Suisse l'IVG n'est légale (et donc remboursée) que si pratiquée par un-e médecin et dans un délai de 12 semaines depuis les dernières règles. Dans ces conditions restrictives il est tout à fait faux de prétendre que l'IVG est d'accès facile. Par contre il s'agit d'un droit des femmes à disposer de leur corps et le remboursement permet l'exercice de ce droit sans discrimination quant aux capacités économiques. Enfin rappelons que, si nous étions réellement dans une situation de responsabilité privée, l'Etat ne légifèrerait pas sur l'avortement et sa pratique ne serait soumise à aucune condition!

Stéphanie Pache

Le 8 mars a 100 ans!

À Copenhague en août 1910 a lieu la 2ème conférence internationale des femmes socialistes qui réunit des centaines de femmes venues de 17 pays. La première a eu lieu en 1907, à l'initiative de la journaliste allemande Clara Zetkin qui dirige depuis 1890 Die Gleichheit, importante revue.

Lors de cette conférence Clara Zetkin propose, pour la première fois, que "les femmes socialistes de tous les pays organisent tous les ans une journée des femmes qui servira en premier lieu la lutte pour le droit de vote des femmes". Cette proposition est aussitôt adoptée.

Elle s'inspire des manifestations d'ouvrières du début du siècle et s'inscrit dans une perspective révolutionnaire. L'objectif immédiat est l'obtention du droit de vote des femmes.

Pour en savoir plus : <http://8mars-online.fr/histoire>



Clara Zetkin, communiste et féministe

ÉVÈNEMENT

Manifestation nationale des femmes

Samedi 13 mars à Berne

Rassemblement 13h30 Schützenmatte

Marche colorée et animée jusqu'à la Pl. fédérale suivie d'une belle fête à la Reitschule

CAMÉRAS

Vidéosurveillance: à qui profite donc le crime?

Une nouvelle fois le *topos* de l'angélisme dont ferait preuve la gauche nous est servi concernant les caméras de vidéosurveillance. Pourtant à y regarder de plus près, en cherchant à vérifier le plus objectivement possible si la vidéosurveillance sert à atteindre les objectifs fixés, les résultats sont plus que mitigés. A qui profite donc le crime?

Préalablement, notons que cette question est fortement marquée — que ce soit du côté de ses partisan·e·s ou de ses opposant·e·s — par *la priori* de la toute-puissance technologique. À partir de là, les débats portent essentiellement sur les questions politiques, celles des libertés individuelles et de la vie privée ainsi que sur les garde-fous régissant le visionnement des images et leur conservation limitée dans le temps.

Œuvre d'art de l'artiste de rue Banksy, en référence à «One nation under God», partie du serment d'allégeance américain



PRÉSUMPTION DE CULPABILITÉ

Certes ces questions sont importantes. Il n'est pas anodin d'assister au renversement du principe cardinal de la présomption d'innocence pour celui de tou·te·s présumé·e·s coupables. Mais qu'en est-il de l'efficacité supposée de la vidéosurveillance? À quelles conditions, dans quelles circonstances et pour quels délits serait-elle efficace? Quel est son rapport coût/efficacité? À partir de travaux criminologiques scientifiquement reconnus, nous pouvons répondre aux quatre présupposés généralement avancés par les partisans de la vidéosurveillance.

DISSUASION

1. La vidéosurveillance jouerait un rôle dissuasif permettant de diminuer la délinquance: toutes les études convergent pour dire qu'elle est efficace dans des lieux fermés (parking, hôpitaux, écoles). En revanche, la vidéosurveillance n'est guère pertinente dans les espaces étendus ou complexes (ex. les métros ou dédales de rues) où les caméras de surveillance ne dissuadent pas les délinquant·e·s potentiel·le·s de passer à l'acte (vols à l'arraché, vols à la tire, vols à l'étagère). Quels que soient les espaces, la vidéosurveillance n'impacte pas sur les délits impulsifs et ceux commis par des personnes sous l'emprise de drogues ou d'alcool. Plus généralement, cet outil n'a pas d'effet dissuasif sur les atteintes aux personnes (crimes sexuels, agressions violentes). Par ailleurs, par effet d'accoutumance, l'effet des caméras sur certains délits tend à diminuer avec le temps.

ÉLUCIDATION

2. La vidéosurveillance aiderait à l'élucidation des délits et des désordres: probablement vrai concernant les délits réalisés par des délinquant·e·s occasionnel·le·s, mais faux concernant les délinquant·e·s «professionnel·le·s» qui intègrent cet élément dans leurs procédés.

AIDE À LA POLICE

3. La vidéosurveillance permettrait un déploiement approprié des forces de polices: la tendance est à considérer la vidéosurveillance comme une «machine à tout faire» et de ne pas lui donner d'objectif précis, de disperser les efforts et par conséquent de ne pas être efficace. Par ailleurs, les résultats de l'étude comparative britannique la plus sérieuse datant de 2005 comparant 13 villes équipées de dispositifs de vidéosurveillance avec 13 autres comparables n'en disposant pas a mis en évidence que dans 12 cas sur 13 l'installation de caméras de surveillance n'a eu absolument aucun effet sur le taux de criminalité dans la zone concernée.

SENTIMENT D'INSÉCURITÉ

4. Les études faites sur la diminution du sentiment d'insécurité grâce à la vidéosurveillance relèvent que l'impact de celles-ci est très limité, voire inexistant.

Pour conclure, il faut noter que d'une façon générale, les caméras s'avèrent plus efficaces quand elles sont appuyées par d'autres mesures de sécurité (éclairage des rues, alarmes, aménagements urbains, parrainages, patrouille à pied, intervention policière), mais il devient alors difficile de déterminer lequel de ces facteurs jouent le rôle déterminant. Dans bien des cas, ces autres mesures suffiront à elles seules pour un coût bien moindre et une efficacité supérieure tout en préservant les droits fondamentaux de tout un chacun.

Lyonel Kaufmann est municipal socialiste à La Tour-de-Peilz et tient le site politis.ch

CAMÉRAS

Liberté, sécurité, solidarité

Un parfum d'élections communales flotte sur le canton de Vaud. Nos confrères de *24 heures* indiquent les meilleurs points de vente de cocaïne à Lausanne, font leurs gros titres sur les Roms qui mendient en ville et relaient les motions radicales pour plus de vidéosurveillance. Une campagne menée sur des thèmes sécuritaires et identitaires profite à la droite, c'est connu.

Les socialistes se doivent de répliquer. Depuis que le PSS a adopté son papier de position sur le sujet, on sait que la sécurité est un service public. Il faut faire comprendre à l'électorat que c'est la gauche qui œuvre véritablement pour plus de sécurité. Le socialisme municipal est le garant d'une ville sûre.

SERVICE PUBLIC?

Il est discutable de parler de sécurité comme d'un «service public». L'expression semble destinée à faire passer la pilule auprès des militant·e·s peu habitué·e·s à voir leur parti se

positionner pour un renforcement des effectifs policiers ou pour des caméras de surveillance «ciblées».

Plutôt que de parler de service public, il serait plus correct de dire que la sécurité est une tâche régaliennne. Faire régner l'ordre est une prérogative de l'État, et surtout de l'État moderne et libéral. Le libéralisme ne s'est pas imposé contre l'État, comme on a pu le dire : il s'est surtout appuyé sur la machinerie administrative pour imposer ses dogmes et étouffer les revendications du mouvement ouvrier.

CONSERVER ET SÉCURISER...

Lorsque le PS commence à se revendiquer champion de la sécurité urbaine, il se place du côté de l'ordre établi, du conservatisme. Car une des premières causes d'insécurité, c'est le changement. Voter plus de sécurité, c'est voter pour la droite conservatrice qui garantit que rien ne changera, que le-la bon-ne citoyen-ne ne doive rien voir

«Quelle malchance a pu dénaturer l'homme – seul vraiment né pour vivre libre – au point de lui faire perdre la souvenance de son premier état et le désir de le reprendre?»

Etienne de la Boétie, *Discours de la servitude volontaire*

dans la rue qui soit en désordre.

Le PS est un parti de transformation sociale. Ses projets doivent être dérangeants, créer de l'insécurité pour l'ordre établi. Si le PS commence à accepter des caméras de surveillance parce qu'elles peuvent apaiser certaines craintes, le risque est grand que voter à gauche signifie bientôt la garantie de la continuité tranquille du socialisme municipal, tellement rassurant. Espérons que pour 2011, le PS affirmera surtout qu'il est toujours en mesure de changer la ville, de faire en sorte d'intégrer sans surveiller. La sécurité viendra lorsque le système économique et l'appareil d'État qui lui est lié ne favoriseront plus la minorité dominante dans ce pays. On en est encore loin.

Arnaud Thiéry

APPEL AUX LECTRICES·TEURS

Les concepts à la c...

La sphère politique en bourdonne parfois jusqu'à saturation, on les emploie souvent dans plusieurs sens différents, ils obscurcissent le débat et fatiguent l'esprit: un certain nombre de concepts se voient extraits d'un jargon professionnel ou inventés de toutes pièces et promus en peu de temps au rang de mots magiques du débat public.

Pages de gauche ouvre la liste des concepts dont on se passerait avec profit, et en appelle à ses lectrices-teurs : quel est le mot magique moderne dont vous vous passeriez ? Lequel oubliez-vous injustement ? Quel membre de notre liste y figure injustement ? Envoyez vos contributions à la rédaction, nous nous ferons un plaisir de les publier: info@pagesdegauche.ch ou CP 7126, 1000 Lausanne.

Liste provisoire de Pages de gauche:

- Aile agrarienne
- Bobo
- Commerce équitable
- Consommation festive
- Dépassement des clivages
- Développement durable
- Ecologie libérale
- Economie sociale de marché
- Efficience
- Flexicurité
- Héritage de Mai 68
- Identité nationale
- *New green deal*
- Paix du travail
- Pensée unique
- Politiquement correct
- Responsabilité sociale des entreprises
- Dogmatisme (sortir du)
- Subsidiarité
- Synergie
- Vivre-ensemble

LE POING

«Je ne suis pas certain qu'abolir l'imposition forfaitaire soit une bonne idée. Elle ne me dérange pas. Il faut aussi mesurer avec précision toute la part prise par les bénéficiaires d'un tel statut dans les investissements de la cité». C'est dans

Le Temps du 27 janvier que l'on retrouve ces propos du syndic de Montreux... le socialiste **Pierre Salvi**. Défendre une des pratiques les plus iniques du pays et céder ainsi aux sirènes de la concurrence fiscale mérite bien un poing.

LA ROSE

Les choses semblaient pourtant claires, l'Allemagne utilisant des méthodes dignes despires dictatures et la Suisse résistant tant bien que mal au nom du droit. Alors, merci à la **Jeunesse socialiste suisse** de

nous rappeler que seuls les très riches peuvent frauder le fisc, et qu'ils le font sur le dos de tou-te-s les autres. Avec l'idée provocante d'une *hotline* (079 918 16 01) pour la criminalité fiscale, la JSS replace le débat là où il faut: ce sont les fraudeurs qui commettent les délits!

FISCALITÉ

Vers un vrai changement de la politique fiscale?

Olivier Longchamp est responsable du programme fiscalité et finances internationales de la Déclaration de Berne (DB). Avec Attac et Denknetz, la DB a récemment lancé un manifeste pour une réorientation du système fiscal suisse. Ce manifeste (www.manifeste-fiscal.ch) a déjà reçu le soutien d'une douzaine d'organisations et de plus de 3000 signataires. *Pages de gauche* soutient le manifeste et interroge Olivier Longchamp sur les perspectives de la campagne.

Pdg: La fiscalité reste un problème international: Si la Suisse agit seule, les capitaux iront dans d'autres paradis fiscaux... comment répondre à cela?

OL: Des démarches sont effectuées depuis longtemps au niveau international, par exemple au sein de l'OCDE ou de l'UE, pour colmater les brèches fiscales et combattre l'opacité financière. Elles se sont accélérées avec la crise financière, puis économique de 2007-08. Mais jusqu'à présent, l'attitude helvétique a consisté à soutenir ces démarches du bout des lèvres, tout en cherchant dans les faits à freiner tant que possible la coopération internationale en matière de répression des délits financiers et fiscaux. Pour une raison bien compréhensible : la Suisse aurait dû modifier ses propres pratiques si elle avait voulu pratiquer cette politique avec conséquence, et ce au détriment des intérêts à court terme des banques, et du puissant lobby financier. Aujourd'hui, il paraît clair que de tels attermoissements ne sont plus tenables. Dès lors, c'est aux autorités helvétiques de jouer un rôle de fer de lance dans le combat international contre les paradis fiscaux en encourageant les démarches visant à augmenter la transparence financière et la justice fiscale, et en montrant l'exemple.

Pdg: En quoi pensez-vous que ce manifeste peu faire avancer les choses?

OL: L'été passé, lors du lancement du manifeste, la justice fiscale internationale avait une place congrue sur l'agenda des organisations politiques suisses indépendantes des milieux financiers et traditionnellement engagées en faveur de la solidarité inter-

ationale, en particulier des syndicats et des partis de gauche. Le bienfondé de la distinction entre fraude et évasion fiscale, par exemple, ou la timide stratégie poursuivie en matière de collaboration fiscale internationale par le Conseil fédéral étaient discutés par quelques insiders, seuls considérés capables de comprendre d'ennuyeuses questions techniques. L'idée du manifeste est d'expliquer les enjeux importants de ces questions au fond assez simples et d'allier à la pression politique externe une pression politique interne permettant de mettre un terme aux traits de la politique fiscale suisse qui sont prédateurs et nuisibles au niveau international. Le manifeste a permis de créer le débat et de pousser diverses organisations et les citoyens de ce pays à réclamer que la Suisse pratique une politique fiscale internationale solidaire et exemplaire. En constituant une plate-forme d'organisation et de citoyens engagés dans ce sens, la campagne lancée autour du manifeste est conçue comme la première étape de démarches politiques plus vastes, pouvant aller jusqu'au lancement d'une initiative populaire fédérale.

Entretien par Samuel Bendahan

Pour que la justice fiscale remplace l'évasion fiscale et le dumping fiscal

En termes de politique étrangère, nous voulons que

- *La Suisse soutienne activement les initiatives internationales visant à lutter contre l'évasion fiscale des entreprises et des particuliers*
- *La Suisse s'engage à taxer les sociétés multinationales de manière appropriée et soutienne le lancement d'impôts internationaux de solidarité.*
- *Pour un système fiscal plus équitable en Suisse, nous voulons*
 - *la suppression de la distinction entre l'évasion fiscale et la fraude fiscale*
 - *l'échange automatique d'informations avec les autorités fiscales de tous les Etats de droit démocratiques*
 - *un renforcement des modes d'imposition qui contribuent à la redistribution des richesses, à l'instar des impôts sur les gains en capitaux, des impôts sur les successions et des impôts progressifs*
 - *l'abolition des privilèges fiscaux choquants accordés aux sociétés holding, aux sociétés de domicile, aux sociétés d'administration et l'abolition des taxations forfaitaires (« forfaits fiscaux »)*
 - *un droit fiscal simplifié et une transparence accrue*
 - *une harmonisation des impôts cantonaux sur les revenus, la fortune et sur les entreprises*
 - *la mise en œuvre d'un système de taxation basé sur le principe de capacité économique, tel qu'il figure dans la Constitution*

Signez le manifeste!

Rendez-vous sur le site www.manifeste-fiscal.ch pour prendre connaissance du manifeste dans son entier et le signer.

BANQUES

Obama comptant?

Barack Obama, en tous cas dans les discours, ose. Pour un président des Etats-Unis, de telles attaques contre le secteur privé, même verbales, sont suffisamment rares pour être remarquées. Barack Obama a déjà à plusieurs reprises, en 2009 ou début 2010, proposé des mesures pour la régulation des banques. En 2009, il proposait de renforcer les pouvoirs de la *Fed* (la banque centrale des Etats-Unis) afin de superviser le système financier. Plus récemment, il a aussi proposé de séparer les activités bancaires très risquées des activités commerciales de base, notamment afin d'éviter des crises financières aussi étendues que la dernière. De nombreuses personnes attribuent en effet l'am-

pleur de la crise financière à la dérégulation: suivant la proposition d'un républicain, le *Glass-Steagall Act*, a été supprimé en 1999. Cette législation avait justement la vocation d'empêcher que des banques commerciales se lancent dans des activités trop risquées qui pourraient se propager à tout le système... Evidemment, *Wall Street* a tendance à accueillir les propositions du président américain avec fraîcheur, ce qui ouvre la question du rapport de forces au parlement des Etats-Unis. Avec toute la bonne volonté du monde, il restera difficile à Barack Obama de combattre les résistances à la chambre des représentants et au sénat, tant leurs membres sont justement financé-e-s par les banques. SB

HISTOIRE

Prolétaires de tous les pays...

C'est une riche idée qu'a eu le Collège du Travail à Genève de rassembler et d'éditer une vingtaine de textes de Dan Gallin couvrant ses écrits sur le syndicalisme international au cours des trente dernières années. Le livre a été fort bien édité et illustré, ce qui rend sa lecture particulièrement agréable.

Les lecteurs-trices de *Pages de gauche* pourront retrouver dans cet ouvrage la prose de celui qui est membre du comité de notre association et contributeur régulier dans ces pages. Les textes rassemblés comportent deux longues interview sur le travail de Gallin en tant que secrétaire général de l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation (UITA), une des principales organisations syndicales internationales. Il y revient notamment sur une des célèbres actions de l'UITA qui avait été l'organisation d'un boycott international de Coca-Cola pour forcer la firme améri-

caine à mettre fin aux assassinats de syndicalistes au Guatemala et à reconnaître le syndicat dans ce pays. Dan traite également des enjeux actuels du syndicalisme international, notamment en lien avec les transformations de la classe ouvrière (informalisation du travail, féminisation, etc.) et du capitalisme.

TROISIÈME CAMP CONTRE TROISIÈME VOIE

Les autres textes portent sur l'histoire du mouvement ouvrier au XX^{ème} siècle dans une perspective social-démocrate que l'on peut qualifier de « socialisme démocratique du troisième camp » (ni dans le camp du capitalisme, ni dans celui du stalinisme, mais dans celui de la classe ouvrière). On y retrouvera notamment la réponse très documentée (publiée à l'époque par *Domaine public*) que Gallin avait faite au pamphlet anti-socialiste de Christoph Blocher. Ses rappels sur l'histoire du mou-

vement ouvrier et du parti socialiste suisse en particulier sont extrêmement utiles.

Gallin a le grand mérite de combiner à la fois une connaissance érudite de l'histoire et de la théorie du mouvement ouvrier avec un engagement syndical de longue durée et donc une connaissance concrète des situations des travailleuses-eurs à travers le monde. Il nous rappelle à cet égard la nécessité permanente pour le mouvement syndical comme pour le parti socialiste de connaître sa propre histoire et surtout de former ses militant·e·s et ses cadres. Cet ouvrage est assurément une contribution de première qualité à une telle entreprise d'éducation socialiste.

Romain Felli

Dan Gallin, Fil rouge. Expériences et écrits sur le syndicalisme international, Genève, Collège du Travail, 2009.

C'est le peuple qui fait l'histoire

Trop rares sont les médias qui ont donné un écho à la mort de l'historien américain Howard Zinn à la fin du mois de janvier. Dans les informations parcellaires qui nous sont données des États-Unis, la voix de cet opposant de toujours, de la Seconde Guerre mondiale (à laquelle il a participé) aux marches contre la guerre du Vietnam et du mouvement des droits civiques à la critique de la politique d'Obama, n'a sans doute pas paru pertinente. Et pourtant, que ces voix discordantes manquent dans le paysage politique actuel, américain comme européen!

DÉMOCRATIE ET PARTICIPATION

Il n'est pas surprenant que la voix de Howard Zinn paraisse déplacée alors que l'élection d'un nouveau président semblait avoir résolu l'essentiel des « problèmes ». Écouter Zinn, c'est se convaincre que, comme il le disait lui-même, « il ne faut pas se fier à Barack

Obama », malgré toutes ses qualités, et ne jamais oublier que le vrai changement démocratique vient toujours du peuple, de mouvements collectifs, et non des élites. Il ajoutait, c'était peu après l'élection d'Obama en 2008: « Nous avons besoin d'un nouveau mouvement social du genre de ceux des années 1930 et des années 1960, seuls moments de l'histoire où le gouvernement a réagi en adoptant des lois pour changer le cours des choses ». Cette parole vient évidemment mettre en danger les fondements sur lesquels reposent tous les gouvernements représentatifs et, derrière eux, la légitimité des dirigeant·e·s qui les contrôlent alternativement. La démocratie ne signifierait donc pas seulement la tenue régulière d'élections, mais aussi la participation directe du peuple? Notion presque totalement inaudible, ce qui explique peut-être le silence qui a accompagné la mort de Zinn.

UNE HISTOIRE ENGAGÉE

Howard Zinn, c'est aussi une conception de l'histoire qui s'éloigne de l'objectivité censée régner dans toute université et prend en charge les questions politiques actuelles, sachant trop bien le lien étroit qui se tisse toujours entre passé et présent dans tout discours politique. Dans son autobiographie, il dit ainsi: « je voulais que les étudiants quittent mes cours, pas seulement mieux informés, mais mieux préparés à abandonner la tranquillité du silence et à élever la voix et agir contre l'injustice où qu'elle se trouve ». Gageons que cette capacité à parler et agir, constitutive de la démocratie, ne disparaîtra pas avec Zinn.

Antoine Chollet

Howard Zinn, Histoire populaire des États-Unis, de 1492 à nos jours, Marseille, Agone, 2002.

Langage imagé entre le PS et le PLR

**SALLE DES PAS PERDUS**

Les secrets de la diplomatie

C'est très discrètement qu'Hans-Rudolf Merz s'est rendu le 14 février au Luxembourg pour discuter avec les ministres des finances germanophones. Les discussions sont restées confidentielles.

La démarche est surprenante. Le goût du ministre des finances pour les actions en solo à l'étranger est connu: et s'il était allé signer un accord secret avec l'Allemagne pour résoudre une crise diplomatique en gestation? Il est plus vraisemblablement allé s'assurer auprès des derniers paradis fiscaux européens que la fâcherie, c'était pour la galerie.

Le secret bancaire aura survécu à toutes les attaques de la gauche. Si ce n'est pas l'Allemagne qui impose l'échange automatique d'informations, plus rien n'empêchera Hans-Rudolf Merz d'accomplir son destin: il aura seul été fossoyeur du secret bancaire. *Sic transit gloria mundi.*

JAB

CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi: Pages de gauche
Case postale 7126, 1002 Lausanne

EN BREF

Distinction

Evelyne Widmer-Schlumpf veut supprimer la distinction entre «fraude» et «évasion fiscale». Elle a déjà réussi à supprimer la distinction entre «requérant d'asile» et «étranger criminel abuseur».

Distinction (2)

Roman Polanski reçoit l'ours d'argent du meilleur réalisateur. Quand à sa petite victime elle reçoit l'ours en peluche de la Marche blanche.

Learning Cheese

L'EPFL a inauguré le nouveau symbole du secret bancaire suisse. Le learning center est une coquille vide parsemée de trous

Sauveur

En remportant deux médailles d'or, Simon Ammann représente la plus grande rentrée nette de capitaux de Suisse pour 2010.

T'osas tout

Nouvelle politique d'intégration: les sans papiers pourront faire leur apprentissage à Lausanne. Leuba préférerait les désintéresser.

T'osas tout (2)

Lausanne qui ouvre la voie pour l'apprentissage des sans-papiers avait déjà montré l'exemple en embauchant Olivier Français, le premier municipal sans-pitié.

Berta qui rit là

Alinghi, c'est un peu comme la corne-muse: ça fait chier tout le monde et on est content quand ça s'arrête.

Glands

Après la défaite d'Alinghi, on attend encore l'écrasement de Piccard et la retraite de Darius Rochebin pour pouvoir regarder la TSR.

Mendicité

UDC, PLR, PS, Verts: tout le monde a son avis. Et tous les chemins mènent aux Roms.